

RAPPORT N° 2024/1-07
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024

OBJET

TRAVAUX DE REPARATION ET MISE EN SECURITE DES OUVRAGES D'ENDIGUEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SIGNATURE AU TITRE DU FONDS VERT 2024

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

PREAMBULE :

Dans le cadre du transfert de la compétence GEMAPI à la CINOR au 1^{er} janvier 2018, la surveillance, l'entretien et la gestion des ouvrages de protection contre les inondations doivent être assurés par la collectivité.

Des visites de terrain dans le cadre des missions de surveillance depuis 2019 ont ainsi mis en évidence la présence de problématiques du génie civil (fissures, éclats de béton, ferrailage apparent, jointolement...) et de sécurité sur les ouvrages de protection.

Les ouvrages de protection contre les inondations sont définis administrativement par les arrêtés préfectoraux et les interventions dans le Domaine Public Fluvial sont soumises à l'obtention d'Autorisation d'Occupation Temporaire ou Convention d'Occupation Précaire dont les obligations sont à respecter.

Les prestations attendues dans le cadre de ce marché sont la réparation des désordres constatés sur le génie civil des ouvrages et leur mise en sécurité.

L'enveloppe affectée à cette opération est : 730 000,00 € HT maxi / an

Lot n° 1 : Travaux de réparation d'ouvrage - 580 000 maxi / an

Lot n° 2 : Travaux de mise en sécurité - 150 000,00 maxi / an

PLAN DE FINANCEMENT :

Annoncé depuis le mois d'août 2022 par le gouvernement, le fonds Vert ou fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires est une aide qui contribue à améliorer la résilience des territoires face au changement climatique, à préserver les vies humaines et à réduire les dommages écologiques des inondations.

Ce fonds permet de subventionner les actions liées à des opérations sur les études et les travaux de fonctionnement tels que l'entretien courant des ouvrages de protection. Il s'articule autour de trois grands axes et la présente opération s'inscrit dans le dispositif à :

L'AXE 2 dit « Prévention des inondations » Partie 2 « Appui financier aux collectivités, gestionnaires de digues, dans le cadre de la compétence GEMAPI »

Cette opération est donc éligible au titre du Fonds Vert 2024. La CINOR souhaite solliciter une subvention sur la base du plan prévisionnel de financement suivant :

COUT PREVISIONEL DE L'OPERATION		FONDS VERT		CINOR	
		TAUX	MONTANT	TAUX	MONTANT
LOT N° 1 Travaux des réparation ouvrages	580 000,00 €	50 %	290 000,00 €	50 %	290 000,00 €
LOT N° 2 Travaux de mise en sécurité les ouvrages	150 000,00 €	50 %	75 000,00 €	50 %	75 000,00 €
MONTANT TOTAL	730 000,00 €		365 000,00 €		365 000,00 €

Accuse de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC-2024-1-07-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception : préfecture

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement prévisionnel pour les travaux de réparation et mise en sécurité des ouvrages d'endiguement sur le territoire de la CINOR,
- m'autoriser à solliciter et à signer la subvention au titre du Fonds Vert 2024 ainsi que tous les actes y afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2023/1-07
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET

**TRAVAUX DE REPARATION ET MISE EN SECURITE DES OUVRAGES D'ENDIGUEMENT SUR LE TERRITOIRE
DE LA CINOR – PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SIGNATURE AU TITRE DU FONDS VERT
2024**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-07 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-07-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de réparation et mise en sécurité des ouvrages d'endiguement sur le territoire de la CINOR :

COUT PREVISIONEL DE L'OPERATION		FONDS VERT		CINOR	
		TAUX	MONTANT	TAUX	MONTANT
LOT N° 1 Travaux des réparation ouvrages	580 000,00 €	50 %	290 000,00 €	50 %	290 000,00 €
LOT N° 2 Travaux de mise en sécurité les ouvrages	150 000,00 €	50 %	75 000,00 €	50 %	75 000,00 €
MONTANT TOTAL	730 000,00 €		365 000,00 €		365 000,00 €

ARTICLE 2

D'autoriser le Président de la CINOR à solliciter et à signer la subvention au titre du Fonds Vert ainsi que tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 22 FEV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

